



Mission régionale d'autorité environnementale

Grand Est

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale  
le projet d'élaboration du zonage d'assainissement  
de la commune d'Hénaménil (54)**

n°MRAe 2021DKGE152

## La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels des 11 août 2020, 21 septembre 2020 et 11 mars 2021 portant nomination de membres des Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 2020 portant désignation du président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe Grand Est, et notamment son article 6, relatif à l'intérim de son président ;

Vu la décision délibérée de la MRAe Grand Est du 1<sup>er</sup> octobre 2020 fixant les critères de collégialité pour les dossiers ;

Vu la demande accusée réception le 3 juin 2021 d'examen au cas par cas, présentée par la commune d'Hénaménil (54), compétente en la matière, et relative à l'élaboration du zonage d'assainissement de ladite commune ;

Considérant :

- le projet d'élaboration du zonage d'assainissement de la commune d'Hénaménil (54) ;
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin-Meuse qui fixe les orientations pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, incluant la commune d'Hénaménil ;
- la masse<sup>1</sup> d'eau superficielle présente sur le territoire communal à savoir le « Sânon » qui est constituée du Sânon, du ruisseau du Souche, du Grand Ru ;
- la présence sur le territoire communal d'une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 2 « Forêt de Parroy » ;
- la présence d'une zone inondable au droit du ban communal d'Hénaménil, il s'agit de la plaine alluviale du Sânon ;

Observant que :

- la commune qui compte 146 habitants, et dont la population est à la baisse depuis 1999 propose **un assainissement collectif sur la zone urbaine et non collectif**

<sup>1</sup> Une masse d'eau selon le dossier correspond au découpage territorial élémentaire, des milieux aquatiques, destinée à être l'unité d'évaluation de la Directive Cadre sur l'Eau.

**sur les écarts**, après une étude technico-économique de type schéma directeur avec analyse de deux scénarios (collectif et non collectif) ;

- le village dispose actuellement d'un réseau d'assainissement de type pseudo-unitaire qui mélange les eaux pluviales et les eaux usées dont les exutoires sont des fossés drainant le village. L'étude technico-économique montre que sur ce réseau : trois branches principales permettent l'évacuation des eaux usées domestiques brutes ou pré-traitées (fosses septiques, bacs dégraisseurs), les collecteurs déversent ensuite les effluents sans traitement communal (pas de station de traitement collectif) dans le Sânon. Les inspections télévisuelles ont permis de mettre en évidence un état homogène plutôt moyen du réseau existant, avec ponctuellement des défauts structurels. Une partie de ces anomalies sera reprise dans le cadre des travaux, en particulier les défauts structurels (effondrement total, dépôts limitant la capacité hydraulique du collecteur). Les rejets du village sont dirigés vers la masse d'eau le « Sânon 2 » dont l'état écologique est moyen et l'état chimique mauvais ;
- le projet d'élaboration du zonage ne porte que sur l'assainissement des eaux usées ; le dossier précise cependant qu'aucune difficulté particulière n'a été relevée concernant le ruissellement ou la collecte pluviale ;
- le projet de zonage propose :
  - en zone d'assainissement collectif, de conserver en partie le réseau existant, de faire des travaux de réparation et de raccordement d'habitations non raccordées. L'ensemble des effluents de la commune sera acheminé pour traitement à la future station d'épuration des eaux usées (STEU) de type filtre planté de roseaux à écoulement vertical d'une capacité de 170 équivalents-habitants (EH) ; les eaux usées traitées seront acheminées dans le fossé de drainage du Canal de la Marne au Rhin, afin de limiter les canalisations ;
  - de maintenir en zone d'assainissement non collectif les écarts non desservis par le réseau actuel à savoir :
    - le café restaurant « Les écluses » ;
    - les fermes agricoles ;
    - l'habitation située au 1 rue des alouettes ;
- le site retenu pour la mise en place de la STEU est situé au nord du village, sur une parcelle agricole ; d'après le dossier le choix s'est porté sur ce site pour les raisons suivantes :
  - le site n'est pas en zone humide ;
  - le site n'est pas en zone inondable ;
  - le site présente un dénivelé qui permet d'avoir un fonctionnement entièrement gravitaire sur la STEU et un rejet gravitaire vers le milieu naturel (filtre à 1 étage) ;
  - le site se situe sur une seule et unique parcelle ;
  - le site de traitement est facilement accessible depuis la route départementale ;
  - le site se situe sur une seule et unique parcelle qui permet l'implantation d'un éventuel deuxième étage de traitement ;
  - les habitations ne sont pas sous les vents dominants, de secteur sud-ouest / nord-est ;
- le périmètre du zonage d'assainissement est circonscrit aux zones constructibles et par conséquent le futur zonage d'assainissement n'aura pas d'incidences significatives sur la ZNIEFF et la zone inondable ;

- le zonage d'assainissement prend en compte le plan de prévention du risque d'inondation (PPRI) de la Meurthe ;
- la communauté de communes du Pays de Sânon assume la compétence de service public d'assainissement non collectif (SPANC) afin d'assurer le contrôle des installations d'assainissement, la vérification de leur conformité ainsi que le suivi de leur bon fonctionnement ;
- en ce qui concerne le café restaurant, les fermes agricoles et l'habitation située au 1 rue des alouettes, aucun contrôle de conformité des dispositifs d'assainissement actuels n'a été réalisé ;

***Recommandant de réaliser les contrôles du SPANC non effectués à ce jour, d'évaluer ensuite l'impact sur la santé et l'environnement des dispositifs d'assainissement autonome non conformes à ce jour.***

**Rappelant, en cas d'impact avéré de ces dispositifs d'assainissement non collectif sur la santé ou l'environnement, que ces installations doivent être mises en conformité sous délais courts.**

***Recommandant que des études pédologiques soient réalisées permettant de valider le dispositif d'assainissement non collectif choisi pour chaque parcelle.***

**conclut :**

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la commune, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, **et sous réserve de la prise en compte des recommandations et du rappel**, l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune d'Hénaménil (54) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

**et décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, l'élaboration du zonage d'assainissement de la commune d'Hénaménil (54) **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

**Article 2**

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont eux-mêmes soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Metz, le 19 juillet 2021

Le président de la Mission régionale d'autorité  
environnementale,  
par délégation,

Jean-Philippe MORETAU

Voies et délais de recours
----------------------------

1) En application de l'article R.122-18 IV du code de l'environnement, vous pouvez déposer un recours administratif préalable devant l'autorité environnementale qui a pris la décision de soumission à évaluation environnementale. Ce recours administratif constitue un recours gracieux qui doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours gracieux à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Ce recours gracieux doit être adressé à :

**Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est  
DREAL Grand Est – Service évaluation environnementale (SEE)**

**RECOURS GRACIEUX**

**14 rue du Bataillon de Marche n°24 – BP 10001  
67050 STRASBOURG CEDEX**

**[mrae-saisine.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:mrae-saisine.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)**

2) Le recours contentieux

a) Si la décision de l'autorité environnementale impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif préalable (recours gracieux) ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet de celui-ci. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision de l'autorité environnementale dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre de la décision ou de l'acte d'autorisation approuvant ou adoptant le plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision de dispense de l'autorité environnementale) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

En effet, la décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif préalable (recours gracieux) ou contentieux.